

Art. 7. Le ministre qui a l'Intérieur dans ses attributions et le ministre qui a la Justice dans ses attributions sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 22 septembre 2019.

PHILIPPE

Par le Roi :

Le Ministre de la Sécurité et de l'Intérieur,

P. DE CREM

Le Ministre de la Justice,

K. GEENS

Art. 7. De minister bevoegd voor Binnenlandse Zaken en de minister bevoegd voor Justitie zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 22 september 2019.

FILIP

Van Koningswege :

De Minister van Veiligheid en Binnenlandse Zaken,

P. DE CREM

De Minister van Justitie,

K. GEENS

SERVICE PUBLIC FEDERAL EMPLOI, TRAVAIL ET CONCERTATION SOCIALE ET SERVICE PUBLIC FEDERAL SECURITE SOCIALE

[2019/203602]

19 SEPTEMBRE 2019. — Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 18 juillet 2002 portant des mesures visant à promouvoir l'emploi dans le secteur non marchand

PHILIPPE, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 29 juin 1981 établissant les principes généraux de la sécurité sociale des travailleurs salariés, l'article 35, § 5, remplacé par la loi du 22 décembre 2003 et modifié en dernier lieu par la loi du 10 juillet 2016 et l'article 35, § 6, inséré par la loi de relance économique du 27 mars 2009;

Vu l'arrêté royal du 18 juillet 2002 portant des mesures visant à promouvoir l'emploi dans le secteur non marchand;

Vu l'analyse d'impact de la réglementation réalisée conformément aux articles 6 et 7 de la loi du 15 décembre 2013 portant des dispositions diverses en matière de simplification administrative;

Vu l'avis n° 2.079 du Conseil national du Travail, donné le 27 février 2018;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 27 février 2018;

Vu l'accord du ministre du Budget, donné le 10 avril 2018;

Vu l'avis n° 66.370/1 du Conseil d'Etat, donné le 18 juillet 2019, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition du Ministre de l'Emploi et de la Ministre des Affaires Sociales et de l'avis des Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. A l'article 1^{er} de l'arrêté royal du 18 juillet 2002 portant des mesures visant à promouvoir l'emploi dans le secteur non marchand, modifié en dernier lieu par l'arrêté royal du 15 mars 2017, sont apportées les modifications suivantes :

1^o à l'alinéa 1^{er}, 1^o, les *a*) et *b*) sont abrogés;

2^o à l'alinéa 1^{er}, 1^o, le *i*) est remplacé comme suit :

« *i*) Commission paritaire pour les entreprises de travail adapté, les ateliers sociaux et les "maatwerkbedrijven", à l'exception des ateliers sociaux; »

3^o à l'alinéa 1^{er}, 1^o, les *p*) et *q*) sont remplacés comme suit :

« *p*) Commission paritaire pour le secteur francophone et germanophone de l'aide sociale et des soins de santé;

q) Sous-commission paritaire pour le secteur flamand des entreprises de travail adapté, des ateliers sociaux et des "maatwerkbedrijven", à l'exception des ateliers sociaux; »;

4^o à l'alinéa 1^{er}, 1^o, la phrase « Les Sous-commissions paritaires visées sous *a*) et *b*) ne relèvent plus du champ d'application de cet arrêté dès le premier jour du trimestre qui suit celui au cours duquel les commissions paritaires visées sous *n*), *o*) et *p*) sont installées. » est abrogée;

FEDERALE OVERHEIDSDIENST WERKGELEGENHEID, ARBEID EN SOCIAAL OVERLEG EN FEDERALE OVERHEIDSDIENST SOCIALE ZEKERHEID

[2019/203602]

19 SEPTEMBER 2019. — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 18 juli 2002 houdende maatregelen met het oog op de bevordering van de tewerkstelling in de non-profit sector

FILIP, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 29 juni 1981 houdende de algemene beginselen van de sociale zekerheid voor werknemers, artikel 35, § 5, vervangen bij de wet van 22 december 2003 en laatst gewijzigd bij de wet van 10 juli 2016 en artikel 35, § 6, ingevoegd bij de economische herstelwet van 27 maart 2009;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 juli 2002 houdende maatregelen met het oog op de bevordering van de tewerkstelling in de non-profit sector;

Gelet op de impactanalyse van de regelgeving, uitgevoerd overeenkomstig de artikelen 6 en 7 van de wet van 15 december 2013 houdende diverse bepalingen inzake administratieve vereenvoudiging;

Gelet op het advies nr. 2.079 van de Nationale Arbeidsraad, gegeven op 27 februari 2018;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 27 februari 2018;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting, gegeven op 10 april 2018;

Gelet op het advies nr. 66.370/1 van de Raad van State, gegeven op 18 juli 2019, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2^o, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister van Werk en de Minister van Sociale Zaken en op het advies van de in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. In artikel 1 van het koninklijk besluit van 18 juli 2002 houdende maatregelen met het oog op de bevordering van de tewerkstelling in de non-profit sector, laatst gewijzigd bij het koninklijk besluit van 15 maart 2017, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1^o in het eerste lid, 1^o, worden *a*) en *b*) opgeheven;

2^o in het eerste lid, 1^o, wordt *i*) vervangen als volgt :

"*i*) Paritair Comité voor de beschutte werkplaatsen, de sociale werkplaatsen en de maatwerkbedrijven, met uitzondering van de sociale werkplaatsen;"

3^o in het eerste lid, 1^o, worden *p*) en *q*) vervangen als volgt :

"*p*) Paritair Comité voor de Franstalige en Duitstalige welzijns- en gezondheidssector;

q) Paritair Subcomité voor de Vlaamse sector van de beschutte werkplaatsen, de sociale werkplaatsen en de maatwerkbedrijven, met uitzondering van de sociale werkplaatsen;"

4^o in het eerste lid, 1^o, wordt de zin, "De paritaire subcomités als bedoeld onder *a*) en *b*) vallen buiten het toepassingsgebied van dit besluit vanaf de eerste dag van het kwartaal dat volgt op het kwartaal in de loop waarvan de paritaire comités als bedoeld onder *n*), *o*) en *p*) zijn geïnstalleerd.", opgeheven;

5° à l'alinéa 1^{er}, 3°, le a) est remplacé comme suit :

“a) l'“Université Gent” pour le personnel employé à l'“Universitair Ziekenhuis Gent” visée à l'art. 2, alinéa 2 du décret spécial du 26 juin 1991 relatif à l'“Université Gent” et à l'“Universitair Centrum Antwerpen”; »;

6° à l'alinéa 1^{er}, 3°, le i) est remplacé comme suit :

« i) War Heritage Institute; ”

7° à l'alinéa 1^{er}, 3°, le l) est remplacé comme suit :

« l) Sport Vlaanderen; »

8° L'alinéa 2 est remplacé comme suit :

“Par ailleurs, les travailleurs des services des Communautés compétents pour la protection de la jeunesse, l'accueil d'enfants ou le sport et la culture sont considérés comme étant soumis à l'application du présent arrêté. Ces travailleurs sont considérés comme remplissant les conditions fixées à l'article 2. Le nombre des travailleurs est fixé sur base d'une attestation conformément à l'article 55.”

Art. 2. A l'article 6 du même arrêté, modifié en dernier lieu par l'arrêté royal du 15 mars 2017 sont apportées les modifications suivantes :

1° dans le paragraphe 2, l'alinéa 3 est abrogé;

2° le paragraphe 2/3 est abrogé;

3° dans le paragraphe 3, les mots “, § 2/1, § 2/2, § 5 et § 5/1 » sont insérés entre les mots « au § 2 » et les mots « de cet article »;

4° dans le paragraphe 5/1, l'alinéa 2 est abrogé.

Art. 3. A l'article 11bis du même arrêté, inséré par l'arrêté royal du 1^{er} septembre 2006, les modifications suivantes sont apportées :

1° au paragraphe 2, alinéa premier, les mots « Pour le 31 décembre 2006 au plus tard, chaque Fonds » sont remplacés par les mots « Chaque Fonds »;

2° le paragraphe 2, alinéa premier est complété par une disposition sous f), libellée comme suit :

« f) la liste des documents que l'employeur doit transmettre au fonds dans le cadre du contrôle de la disposition visée à l'article 12, alinéa 6. »;

3° au paragraphe 2, alinéa 2 les mots « Après le 31 décembre 2006, les attributions » sont remplacés par les mots « Les attributions »;

4° le paragraphe 2 est complété par un alinéa 3 rédigé comme suit :

« Le document de travail doit être consultable sur le site web du fonds Maribel social. ».

Art. 4. L'article 11ter du même arrêté, inséré par l'arrêté royal du 13 juin 2010, est remplacé comme suit :

« **Art. 11ter.** § 1^{er}. Les Fonds visés à l'article 35, § 5, C, 1° et 2° de la loi du 29 juin 1981 ont la possibilité de regrouper partiellement ou entièrement la gestion administrative au sein d'une personne morale qui assure la gestion commune.

Chaque année, les fonds peuvent transmettre à cette personne morale un montant destiné à couvrir les frais administratifs et de personnel de l'année en cours.

Cette gestion commune est soumise à la surveillance des commissaires du gouvernement visés à l'article 20.

§ 2. Chaque année, la personne morale qui assure la gestion commune rédige, à l'occasion de l'établissement des comptes annuels, un rapport sur l'année écoulée mentionnant :

1° les recettes totales par entité juridique à l'inclusion des produits financiers et produits exceptionnels correspondants;

2° les dépenses totales par entité juridique à l'inclusion des charges financières et des charges exceptionnelles correspondantes;

3° les dépenses détaillées pour les fonds visés au paragraphe 1^{er};

4° l'effectif du personnel des fonds visés au paragraphe 1^{er}.

Au plus tard le 30 avril, la personne morale qui assure la gestion commune transmet le rapport relatif à l'année écoulée aux fonds visés au paragraphe 1^{er}.

§ 3. Les réviseurs visés à l'article 21 sont chargés du contrôle du rapport prévu au paragraphe 2.

5° in het eerste lid, 3°, wordt a) vervangen als volgt :

“a) de Universiteit Gent voor het personeel tewerkgesteld bij het Universitair Ziekenhuis Gent als bedoeld in artikel 2, tweede lid van het bijzonder decreet van 26 juni 1991 betreffende de Universiteit Gent en het Universitair Centrum Antwerpen;”;

6° in het eerste lid, 3°, wordt i) vervangen als volgt:

“i) War Heritage Institute;”;

7° in het eerste lid, 3°, wordt l) vervangen als volgt :

“l) Sport Vlaanderen;”

8° Het tweede lid wordt vervangen als volgt :

“Bovendien worden de werknemers van de diensten van de gemeenschappen die bevoegd zijn voor jeugdbescherming, voor kinderopvang of voor sport en cultuur beschouwd als vallende onder de toepassing van dit besluit. Die werknemers worden geacht te voldoen aan de voorwaarden gesteld in artikel 2. Het aantal werknemers wordt op basis van een attest overeenkomstig artikel 55 vastgesteld.”

Art. 2. In artikel 6 van hetzelfde besluit, laatst gewijzigd bij het koninklijk besluit van 15 maart 2017 worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in paragraaf 2 wordt het derde lid opgeheven;

2° paragraaf 2/3 wordt opgeheven;

3° in paragraaf 3 worden de woorden “, § 2/1, § 2/2, § 5 en § 5/1” ingevoegd tussen de woorden “in § 2” en de woorden “van dit artikel”;

4° in paragraaf 5/1 wordt het tweede lid opgeheven.

Art. 3. In artikel 11bis van hetzelfde besluit, ingevoegd bij het koninklijk besluit van 1 september 2006, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in paragraaf twee, eerste lid worden de woorden “Ten laatste op 31 december 2006 dient elk sectoraal Fonds een werkingsdocument op te stellen” vervangen door de woorden “Elk sectoraal fonds dient een werkingsdocument op te stellen”;

2° paragraaf twee, eerste lid wordt aangevuld met een bepaling onder f), luidende :

“f) de lijst van documenten die de werkgever aan het fonds moet bezorgen in het kader van de controle van de bepaling als bedoeld in artikel 12, zesde lid.”;

3° in paragraaf twee, tweede lid worden de woorden “na 31 december 2006” opgeheven;

4° paragraaf twee, wordt aangevuld met een derde lid, luidende:

“Het werkingsdocument moet raadpleegbaar zijn op de website van het fonds sociale Maribel.”.

Art. 4. Artikel 11ter van hetzelfde besluit, ingevoegd bij het koninklijk besluit van 13 juni 2010, wordt vervangen als volgt :

“**Art. 11ter.** § 1. De fondsen als bedoeld in artikel 35, § 5, C, 1° en 2° van de wet van 29 juni 1981 hebben de mogelijkheid om het administratief beheer geheel of gedeeltelijk te groeperen binnen een rechtspersoon die instaat voor het gemeenschappelijk beheer.

Jaarlijks kunnen de fondsen een bedrag ter dekking van de administratie- en personeelskosten van het lopende jaar aan deze rechtspersoon overmaken.

Dit gemeenschappelijk beheer valt onder het toezicht van de in artikel 20 bedoelde regeringscommissarissen.

§ 2. Jaarlijks stelt de rechtspersoon die instaat voor het gemeenschappelijk beheer ter gelegenheid van het opmaken van de jaarrekening een rapport op over het voorgaande jaar met vermelding van :

1° de totale inkomsten per juridische entiteit met inbegrip van de overeenkomstige financiële en uitzonderlijke opbrengsten;

2° de totale uitgaven per juridische entiteit met inbegrip van de overeenkomstige financiële en uitzonderlijke kosten;

3° de gedetailleerde uitgaven voor de in paragraaf 1 bedoelde fondsen;

4° het personeelsbestand van de in paragraaf 1 bedoelde fondsen.

Ten laatste op 30 april bezorgt de rechtspersoon die instaat voor het gemeenschappelijk beheer het rapport betreffende het voorgaande jaar aan de in paragraaf 1 bedoelde fondsen.

§ 3. De revisoren als bedoeld in artikel 21, worden belast met de controle op het rapport als bedoeld in paragraaf 2.

Ils peuvent prendre connaissance, sans se déplacer, de la comptabilité et des documents comptables, de la correspondance, des procès-verbaux, des relevés de situation périodiques et, en général, de toutes les écritures. Ils vérifient la composition des valeurs et d'autres biens éventuels dont la personne morale qui assure la gestion commune est propriétaire ou dont elle a l'usage ou pour lesquels elle assure la gestion.

Les réviseurs communiquent dans un rapport au comité de gestion du fonds si les recettes et dépenses mentionnées dans le rapport visé au paragraphe 2 se rapportent uniquement à la gestion commune pour l'exécution sectorielle telle que prévue au titre V du présent arrêté.

§ 4. En même temps que les documents visés à l'article 21/1, § 2, les fonds visés au paragraphe 1^{er} transmettent aux membres de la Commission Maribel social prévue à l'article 20, § 2, le rapport visé au paragraphe 2 et le rapport du réviseur visé au paragraphe 3.

La Commission Maribel social prend, dans un délai de deux mois, une décision sur les recettes et dépenses relatives à la gestion commune.

Les membres de la Commission peuvent réclamer des informations complémentaires aux fonds par le biais des commissaires du gouvernement visés à l'article 20, § 1. Dans ce cas, le délai de l'alinéa précédent est suspendu jusqu'à ce que le Fonds fournisse l'information complémentaire.

La Commission envoie sa décision aux fonds et aux ministres compétents pour l'Emploi et les Affaires sociales.

Les fonds visés au paragraphe 1^{er} peuvent, dans un délai d'un mois, introduire un recours contre cette décision auprès des ministres compétents pour l'Emploi et les Affaires sociales. Ces ministres disposent d'un délai d'un mois après réception de ce recours pour prendre une décision.

§ 5. Avant le 1^{er} décembre de l'année au cours de laquelle le rapport visé au paragraphe 2 a été établi, la personne morale qui assure la gestion commune, dans le cas échéant, reverse les montants suivants aux fonds :

1^o les surplus des montants versés par les fonds au cours de l'année écoulée

2^o les montants des dépenses refusées par la Commission Maribel social ou les ministres. »

Art. 5. A l'article 12 du même arrêté, modifié par l'arrêté royal du 1^{er} septembre 2006, les modifications suivantes sont apportées :

1^o l'alinéa 4 est remplacé comme suit :

« Par travailleur équivalent temps plein, le coût salarial du travailleur engagé en application du présent arrêté, peut être limité à un montant fixé par la convention collective de travail applicable ou l'accord-cadre applicable. »

2^o l'alinéa 6 est remplacé comme suit :

« L'intervention financière est récupérée par le Fonds Maribel social chez l'employeur pour la période durant laquelle le coût salarial est supérieur au montant visé à l'alinéa 4. »

Art. 6. L'article 13 du même arrêté, modifié par les arrêtés royaux du 21 septembre 2004 et 15 mars 2017 est remplacé comme suit :

« **Art. 13.** L'intervention d'un fonds doit déboucher sur un financement à 100 % du coût salarial réel tel que visé à l'article 12, alinéas 2 à 3.

Par dérogation à l'alinéa précédent, le comité de gestion du fonds Maribel social peut décider de limiter le financement du coût salarial à une intervention maximale par équivalent temps plein. »

Art. 7. Dans l'article 18 du même arrêté, remplacé par l'arrêté royal du 31 décembre 2003 et modifié par l'arrêté royal du 1^{er} septembre 2006, l'alinéa 7 est remplacé et un alinéa 8 est ajouté comme suit :

« Les comités de gestion des fonds Maribel social sectoriels sont habilités à récupérer l'intervention financière octroyée lorsque l'employeur, après mise en demeure, n'a pas fourni les informations nécessaires visées à l'article 11bis, § 2, d) et f).

Les fonds Maribel social sectoriels doivent récupérer l'intervention financière lorsqu'il apparaît, sur base des déclarations de sécurité sociale, des documents fournis par l'employeur ou des données de l'autorité fédérale ou régionale, que cette intervention était trop élevée. »

Zij kunnen kennis nemen, zonder verplaatsing, van de boekhouding en de comptabiliteitsbescheiden, de briefwisseling, de notulen, de periodieke toestandsopgaven en, over het algemeen, van alle geschriften. Zij zien de samenstelling na van de goederen en van de waarden die aan de rechtspersoon die instaat voor het gemeenschappelijk beheer toebehoren of waarvan deze het gebruik heeft of waarover hij het beheer voert.

De revisoren delen in een verslag aan het beheerscomité van het fonds mee of de inkomsten en uitgaven vermeld in het in paragraaf 2 bedoelde rapport uitsluitend betrekking hebben op het gemeenschappelijk beheer voor de sectorale uitvoering als bedoeld in titel V van dit besluit.

§ 4. Tegelijkertijd met de documenten als bedoeld in artikel 21/1, § 2 bezorgen de in paragraaf 1 bedoelde fondsen het in paragraaf 2 bedoelde rapport en het in paragraaf 3 bedoelde verslag van de revisor aan de leden van de Commissie sociale Maribel als bedoeld in artikel 20, § 2.

De Commissie sociale Maribel neemt, binnen een termijn van twee maanden, een beslissing over de inkomsten en uitgaven betreffende het gemeenschappelijk beheer.

De leden van de Commissie kunnen bij de fondsen bijkomende informatie opvragen via de in artikel 20, § 1 bedoelde regerings-commissarissen. In dat geval wordt de termijn uit het vorige lid opgeschort tot het fonds de bijkomende informatie bezorgt.

De Commissie verstuurt haar beslissing naar de fondsen en de ministers bevoegd voor Werkgelegenheid en Sociale Zaken.

De in paragraaf 1 bedoelde fondsen kunnen, binnen een termijn van één maand, bij de ministers bevoegd voor Werkgelegenheid en Sociale Zaken een beroep instellen tegen deze beslissing. Deze ministers beschikken over een termijn van één maand om een beslissing te nemen na ontvangst van dit beroep.

§ 5. Voor 1 december van het jaar waarin het in paragraaf twee bedoelde verslag werd opgemaakt, stort de rechtspersoon die instaat voor het gemeenschappelijk beheer, in voorkomend geval, volgende bedragen terug aan de fondsen :

1^o de overschotten van de door de fondsen in het voorgaande jaar overgemaakte bedragen

2^o de bedragen van uitgaven die door de Commissie sociale Maribel of de ministers werden geweigerd." »

Art. 5. In artikel 12 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 1 september 2006, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1^o het vierde lid wordt vervangen als volgt :

"Per voltijds equivalent kan de loonkost van de werknemer, aangevraagd in toepassing van dit besluit, beperkt worden tot een bedrag bepaald in de toepasselijke collectieve arbeidsovereenkomst of het toepasselijke raamakkoord."

2^o het zesde lid wordt vervangen als volgt:

"De financiële tussenkomst wordt door het Fonds sociale Maribel teruggevorderd bij de werkgever voor de periode waarin de loonkost hoger ligt dan het bedrag als bedoeld in het vierde lid."

Art. 6. Artikel 13 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 21 september 2004 en 15 maart 2017 wordt vervangen als volgt :

"**Art. 13.** De tussenkomst van een fonds moet leiden tot een financiering aan 100 % van de werkelijke loonkost, als bedoeld in artikel 12, tweede tot derde lid.

In afwijking van het vorige lid, kan het beheerscomité van het Fonds sociale Maribel beslissen dat de financiering van de loonkost wordt beperkt tot een maximale tussenkomst per voltijds equivalent."

Art. 7. In artikel 18 van hetzelfde besluit, vervangen bij het koninklijk besluit van 31 december 2003 en gewijzigd bij het koninklijk besluit van 1 september 2006 wordt het zevende lid vervangen en een achtste lid toegevoegd als volgt :

"De beheerscomités van de sectorale Fondsen sociale Maribel zijn gemachtigd om de toegekende financiële tussenkomst terug te vorderen als de werkgever na ingebrekestelling de nodige gegevens als bedoeld in artikel 11bis, § 2, d) en f) niet heeft verstrekt.

De sectorale Fondsen sociale Maribel moeten de financiële tussenkomst terugvorderen wanneer op basis van de aangiften van sociale zekerheid, de documenten bezorgd door de werkgever of de gegevens van de federale of gewestelijke overheid blijkt dat de financiële tussenkomst te hoog was."

Art. 8. L'article 19 du même arrêté, abrogé par l'arrêté royal du 1^{er} septembre 2006, est rétabli dans la rédaction suivante :

« **Art. 19.** Si une attribution n'est pas concrétisée dans un délai de six mois, elle est annulée d'office, sauf dérogation par décision du comité de gestion du Fonds Maribel social.

Les montants indus sont récupérés par le Fonds Maribel social. ».

Art. 9. A l'article 21 du même arrêté, modifié par les arrêtés royaux du 31 décembre 2003 et du 1^{er} septembre 2006, les modifications suivantes sont apportées :

1^o à l'alinéa 5, les mots « au plus tard le 30 juin de chaque année » sont remplacés par les mots « dans le délai fixé par le fonds Maribel social sectoriel »;

2^o à l'alinéa 5, les mots « aux ministres concernés, au Ministre des Finances et » sont remplacés par les mots « et du rapport visé à l'article 21/1 »;

3^o l'alinéa 6 est abrogé.

Art. 10. L'article 21/1 du même arrêté, inséré par l'arrêté royal du 1^{er} juin 2016, est remplacé comme suit :

« **Art. 21/1. § 1^{er}** Chaque année, le Fonds Maribel social sectoriel rédige, à l'occasion de l'établissement du bilan et du compte de résultats ou des comptes annuels, un rapport sur l'année écoulée mentionnant :

1^o les données financières :

a) l'état des provisions et réserves au 1^{er} janvier et au 31 décembre de l'année concernée;

b) l'état des créances et dettes au 1^{er} janvier et au 31 décembre de l'année concernée;

c) la situation de caisse au 1^{er} janvier et au 31 décembre de l'année concernée;

d) les dotations reçues calculées en vertu des articles 3, 6, 6bis, § 2 et 61bis/2;

e) les dotations reçues calculées en vertu de l'article 6bis, § 1^{er} et de l'article 57;

f) les recettes mentionnées à l'article 11ter, § 5;

g) les recettes mentionnées à l'article 12, alinéa 6;

h) les recettes mentionnées à l'article 18, alinéa 7;

i) les recettes mentionnées à l'article 18, alinéa 8;

j) les recettes mentionnées à l'article 19, alinéa 2;

k) les recettes mentionnées à l'article 50, § 2, alinéas 4 et 5;

l) la nature et le montant des autres recettes;

m) les paiements aux employeurs effectués au cours de l'année concernée relatifs aux années qui précèdent l'année concernée;

n) les paiements aux employeurs effectués au cours de l'année concernée relatifs à l'année concernée;

o) un aperçu détaillé des moyens utilisés pour couvrir les frais administratifs et de personnel;

p) pour le fonds sectoriel de la commission paritaire visée à l'article 1^{er}, 1^o, n) et le fonds visé à l'article 35, § 5, C, 2^o de la loi du 29 juin 1981 : les paiements effectués à l'Institut national d'assurance maladie-invalidité en application de l'article 59bis;

q) pour les fonds sectoriels pour les commissions paritaires visées à l'article 1^{er}, 1^o, i), q), r) et s) : les paiements aux employeurs conformément à l'article 49, alinéa 6;

r) la nature et le montant des autres dépenses.

2^o les attributions:

a) un aperçu du nombre d'attributions dont le délai d'exécution a pris cours au plus tard le 1^{er} janvier de l'année concernée, exprimé en équivalents temps plein et ventilé selon la durée de l'attribution et le cas échéant, selon la classification de fonctions;

b) un aperçu du nombre d'attributions dont le délai d'exécution a pris cours au plus tard le 31 décembre de l'année concernée, exprimé en équivalents temps plein et ventilé selon la durée de l'attribution et le cas échéant, selon la classification de fonctions;

c) un aperçu de la hauteur des interventions annuelles au 31 décembre de l'année concernée, le cas échéant, ventilé selon la classification de fonctions;

Art. 8. Artikel 19 van hetzelfde besluit, opgeheven bij het koninklijk besluit van 1 september 2006, wordt hersteld als volgt :

“**Art. 19.** Indien een toekenning niet wordt ingevuld binnen een termijn van zes maanden, wordt deze van rechtswege geannuleerd behoudens afwijking bij beslissing van het beheerscomité van het Fonds sociale Maribel.

De onverschuldigde bedragen worden door het Fonds sociale Maribel teruggevorderd.”.

Art. 9. In artikel 21 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 31 december 2003 en 1 september 2006 worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1^o in het vijfde lid worden de woorden “ten laatste 30 juni van elk jaar” vervangen door de woorden “binnen de termijn bepaald door het sectoraal fonds sociale Maribel”;

2^o in het vijfde lid worden de woorden “aan de betrokken ministers, aan de Minister van Financiën en” vervangen door de woorden “en van het rapport als bedoeld in artikel 21/1”;

3^o het zesde lid wordt opgeheven.

Art. 10. Artikel 21/1 van hetzelfde besluit, ingevoegd bij het koninklijk besluit van 1 juni 2016 wordt vervangen als volgt :

“**Art. 21/1. § 1.** Jaarlijks stelt het sectoraal Fonds sociale Maribel ter gelegenheid van het opmaken van de balans en resultatenrekening of de jaarrekening een rapport op over het voorgaande jaar met vermelding van :

1^o de financiële gegevens :

a) de toestand van provisies en reserves op 1 januari en 31 december van het betrokken jaar;

b) de toestand van vorderingen en schulden op 1 januari en 31 december van het betrokken jaar;

c) de kastoestand op 1 januari en 31 december van het betrokken jaar;

d) de ontvangen dotatie berekend volgens de artikelen 3, 6, 6bis, § 2 en 61bis/2;

e) de ontvangen dotatie berekend volgens artikel 6bis, § 1 en artikel 57;

f) de ontvangsten als bedoeld in artikel 11ter, § 5;

g) de ontvangsten als bedoeld in artikel 12, zesde lid;

h) de ontvangsten als bedoeld in artikel 18, zevende lid;

i) de ontvangsten als bedoeld in artikel 18, achtste lid;

j) de ontvangsten als bedoeld in artikel 19, tweede lid;

k) de ontvangsten als bedoeld in artikel 50, § 2, vierde en vijfde lid;

l) de aard en het bedrag van andere ontvangsten;

m) de betalingen aan de werkgevers in de loop van het betrokken jaar met betrekking tot de jaren die het betrokken jaar voorafgaan;

n) de betalingen aan de werkgevers in de loop van het betrokken jaar met betrekking tot het betrokken jaar;

o) een gedetailleerd overzicht van de middelen aangewend ter dekking van administratie- en personeelskosten;

p) voor het sectoraal fonds voor het paritair comité als bedoeld in artikel 1, 1^o, n) en het fonds als bedoeld in artikel 35, § 5, C, 2^o van de wet van 29 juni 1981: de betalingen aan het Rijksinstituut voor Ziekte- en Invaliditeitsverzekering in toepassing van artikel 59bis;

q) voor de sectorale fondsen voor de paritaire comités als bedoeld in artikel 1, 1^o, i), q), r) en s): de betalingen aan de werkgevers overeenkomstig artikel 49, zesde lid;

r) de aard en het bedrag van andere uitgaven.

2^o de toekenningen:

a) een overzicht van het aantal toekenningen waarvan de uitvoeringstermijn ten laatste is ingegaan op 1 januari van het betrokken jaar, uitgedrukt in voltijds equivalenten en uitgesplitst naar toekenningsduur en in voorkomend geval volgens de functieclassificatie;

b) een overzicht van het aantal toekenningen waarvan de uitvoeringstermijn ten laatste is ingegaan op 31 december van het betrokken jaar, uitgedrukt in voltijds equivalenten en uitgesplitst naar toekenningsduur en in voorkomend geval volgens de functieclassificatie;

c) een overzicht van de hoogte van de jaarlijkse tussenkomsten op 31 december van het betrokken jaar, in voorkomend geval uitgesplitst volgens de functieclassificatie;

d) le niveau de financement, calculé sur la base de la hauteur de l'intervention annuelle au 31 décembre de l'année concernée et le salaire annuel moyen, le cas échéant, ventilé selon la classification de fonctions;

e) une estimation sur base annuelle des moyens nécessaires au financement de l'augmentation des interventions visées à l'article 49, alinéa 2, décidée dans l'année concernée lors des attributions ayant un délai d'exécution prenant cours avant le 1^{er} janvier de l'année concernée;

f) une estimation sur base annuelle des moyens nécessaires au financement des nouvelles attributions décidées dans l'année concernée;

§ 2. Le 30 juin au plus tard, le fonds Maribel social sectoriel transmet le bilan et le compte de résultats ou les comptes annuels de l'année précédente, le rapport visé au paragraphe 1^{er} et le rapport du réviseur visé à l'article 21 aux ministres compétents visés à l'article 35, § 5, D, alinéa 3 de la loi du 29 juin 1981, au ministre compétent pour les Finances et aux membres de la Commission Maribel social visée à l'article 20, § 2. ».

Art. 11. A l'article 49 du même arrêté, modifié par les arrêtés royaux du 1^{er} juin 2016 et du 10 janvier 2017, les modifications suivantes sont apportées :

1^o au premier alinéa, les mots « et 2bis, § 2, § 2/1 et § 2/2, doivent intégralement être affectées » sont remplacés par les mots « et 2bis, § 2, § 2/1 et § 2/2, le montant de dotation de l'article 6bis, § 2 doivent intégralement être affectées »;

2^o à l'alinéa 2, les mots « avec les réductions de cotisations octroyées en application des articles 2, § 2, § 2/1 et § 2/2, et 2bis, § 2, § 2/1 et § 2/2 » sont remplacés par « avec les moyens visés à l'alinéa premier »;

3^o à l'alinéa 2, les mots "autres que ceux visés à l'article 6, § 2/3" sont supprimés.

Art. 12. L'article 49/1 du même arrêté, inséré par l'arrêté royal du 1^{er} juin 2016, est abrogé.

Art. 13. A l'article 50 du même arrêté, remplacé par l'arrêté royal du 1^{er} septembre 2006 et modifié par les arrêtés royaux du 1^{er} juin 2016 et du 15 mars 2017, les modifications suivantes sont apportées :

1^o au paragraphe 1, le premier alinéa est complété par la phrase suivante : « Pour l'application des paragraphes 2 à 4, l'année à laquelle se rapportent ces données est l'année x. »;

2^o le paragraphe 2 est remplacé comme suit :

« § 2. Au plus tard pour le 30 juin de l'année x+2, le comité de gestion compare par employeur le volume de l'emploi de l'année x avec le volume de l'emploi de l'année x-1 et le volume de l'emploi de l'année x-2. Lors de cette comparaison, le volume de l'emploi est, pour les trois années, diminué du volume de l'emploi réalisé avec les interventions d'un Fonds Maribel social.

Si le volume de l'emploi de l'année x est inférieur au volume de l'emploi de l'année x-1 et est également inférieur au volume de l'emploi de l'année x-2 et si cette diminution n'a pas été approuvée par le comité de gestion après une notification telle que visée à l'article 14, le comité de gestion demande à l'employeur de justifier cette diminution dans un délai d'un mois.

Lors de la première réunion du comité de gestion suivant la réception de la justification, le comité de gestion se prononce sur cette justification.

Le comité de gestion peut décider d'accepter totalement ou partiellement cette diminution ou de ne pas l'accepter.

Si l'employeur n'a pas transmis de justification dans le délai ou si le comité de gestion n'accepte pas totalement la diminution, l'employeur doit reverser au Fonds les interventions de l'année concernée visées à l'article 12.

Le remboursement se limite au résultat de la multiplication de l'intervention moyenne pour un équivalent temps plein chez l'employeur concerné par la diminution de l'année x par rapport à l'année x-1, exprimée en équivalents temps plein et limitée pour le reste à la partie non acceptée par le comité de gestion. »;

3^o l'article est complété par un paragraphe 2/1, libellé comme suit :

« § 2/1. Si le comité de gestion constate qu'une nouvelle attribution est utilisée pour le financement d'emplois existant avant l'entrée en vigueur de l'attribution, ou que la création d'emplois avec une nouvelle attribution s'accompagne de licenciements, le comité de gestion peut demander à l'employeur de fournir une justification dans un délai d'un mois.

d) het financieringsniveau, berekend op basis van de hoogte van de jaarlijkse tussenkomst op 31 december van het betrokken jaar en het gemiddeld jaarloon, in voorkomend geval uitgesplitst volgens de functieclassificatie;

e) een schatting op jaarbasis van de middelen nodig voor de financiering van de verhoging van de tussenkomsten als bedoeld in artikel 49, tweede lid beslist in het betrokken jaar bij de toekenningen met een uitvoeringstermijn die ingingen voor 1 januari van het betrokken jaar;

f) een schatting op jaarbasis van de middelen nodig voor de financiering van de nieuwe toekenningen beslist in het betrokken jaar;

§ 2. Ten laatste op 30 juni bezorgt het sectoraal fonds Sociale Maribel de balans en resultatenrekening of de jaarrekening van het voorgaande jaar, het in paragraaf 1 bedoelde rapport en het in artikel 21 bedoelde verslag van de revisor aan de bevoegde ministers als bedoeld in artikel 35, § 5, D, derde lid van de wet van 29 juni 1981, aan de minister bevoegd voor Financiën en aan de leden van de Commissie sociale Maribel als bedoeld in artikel 20 § 2. ».

Art. 11. In artikel 49 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 1 juni 2016 en 10 januari 2017 worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1^o in het eerste lid worden de woorden "en het dotatiebedrag uit artikel 6bis, § 2" ingevoegd tussen de woorden "2bis, § 2, § 2/1 en § 2/2" en de woorden ", moeten integraal aangewend worden";

2^o in het tweede lid worden de woorden "met de bijdrageverminderingen die worden toegekend met toepassing van de artikelen 2, § 2, § 2/1 en § 2/2, en 2bis, § 2, § 2/1 en § 2/2" vervangen door de woorden "met de middelen als bedoeld in het eerste lid";

3^o in het tweede lid worden de woorden ", andere dan die bedoeld in artikel 6, § 2/3," opgeheven.

Art. 12. Artikel 49/1 van hetzelfde besluit, ingevoegd bij het koninklijk besluit van 1 juni 2016, wordt opgeheven.

Art. 13. In artikel 50 van hetzelfde besluit, vervangen bij het koninklijk besluit van 1 september 2006 en gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 1 juni 2016 en 15 maart 2017 worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1^o paragraaf 1, eerste lid wordt aangevuld met de volgende zin : "Voor de toepassing van de paragrafen 2 tot 4 is het jaar waarop deze gegevens slaan het jaar x.;"

2^o paragraaf 2 wordt vervangen als volgt :

" § 2. Ten laatste tegen 30 juni van het jaar x+2, vergelijkt het beheerscomité per werkgever het arbeidsvolume van het jaar x met het arbeidsvolume van het jaar x-1 en met het arbeidsvolume van het jaar x-2. Bij deze vergelijking wordt voor de drie jaren het arbeidsvolume verminderd met het arbeidsvolume gerealiseerd met tussenkomsten van een Fonds sociale Maribel.

Indien het arbeidsvolume van het jaar x lager is dan het arbeidsvolume van het jaar x-1 en eveneens lager is dan het arbeidsvolume van het jaar x-2 en deze daling niet door het beheerscomité werd goedgekeurd na een melding als bedoeld in artikel 14, vraagt het beheerscomité aan de werkgever om deze daling te verantwoorden binnen de termijn van één maand.

Op de eerste vergadering van het beheerscomité na ontvangst van de verantwoording, spreekt het beheerscomité zich uit over deze verantwoording.

Het beheerscomité kan beslissen om de daling geheel, gedeeltelijk of niet te aanvaarden.

Indien de werkgever geen verantwoording binnen de termijn heeft bezorgd of indien het beheerscomité de daling niet geheel aanvaardt, moet de werkgever de tussenkomsten als bedoeld in artikel 12 van het betrokken jaar aan het Fonds terugstorten.

De terugstorting is beperkt tot het resultaat van de vermenigvuldiging van de gemiddelde tussenkomst voor één voltijds equivalent bij de betrokken werkgever met de daling van het jaar x ten opzichte van het jaar x-1, uitgedrukt in voltijds equivalenten en verder beperkt tot het door het beheerscomité niet-aanvaarde deel.;"

3^o het artikel wordt aangevuld met een paragraaf 2/1, luidende :

" § 2/1. Indien het beheerscomité vaststelt dat een nieuwe toekenning wordt aangewend ter financiering van tewerkstelling die al bestaat vóór de inwerkingtreding van deze toekenning, of dat de creatie van de tewerkstelling gefinancierd met een nieuwe toekenning gepaard gaat met ontslagen, kan het beheerscomité een verantwoording vragen aan de werkgever binnen de termijn van één maand.

Lors de la première réunion du comité de gestion après la réception de cette justification, le comité de gestion se prononce sur cette justification.

Le comité de gestion peut décider de ne pas accepter cette justification.

Si l'employeur n'a pas transmis de justification dans le délai ou si le comité de gestion n'accepte pas la diminution, l'employeur doit reverser au Fonds l'intervention nouvellement attribuée pour l'année concernée telle que visée à l'article 12. »;

4° au paragraphe 3, l'alinéa premier est remplacé comme suit :

« § 3. Au plus tard pour le 30 juin de l'année $x+2$, le président du Comité de direction du Service public fédéral Emploi, Travail et Concertation sociale ou son mandataire compare, par Fonds Maribel social, le volume de l'emploi de l'année x avec le volume de l'emploi de l'année $x-1$ et le volume de l'emploi de l'année $x-2$. Lors de cette comparaison, le volume de l'emploi est, pour les trois années, diminué du volume de l'emploi réalisé avec les interventions d'un Fonds Maribel social. »;

5° au paragraphe 3, alinéa 2, les première et deuxième phrases sont remplacées comme suit :

« Si le volume de l'emploi de l'année x est inférieur au volume de l'emploi de l'année $x-1$ et est également inférieur au volume de l'emploi de l'année $x-2$, il demande au Fonds Maribel social concerné d'expliquer cette diminution et de l'étayer dans un délai d'un mois. »;

6° l'article est complété par un paragraphe 4, libellé comme suit :

« § 4. Pour les années pour lesquelles l'Office national de sécurité sociale ne dispose pas de données concernant le volume de l'emploi réalisé avec des interventions d'un Fonds Maribel social, ce volume est calculé sur la base des données du Fonds Maribel social.

Pendant cette période transitoire, le Fonds Maribel social mentionne, dans le rapport visé à l'article 21/1, le volume de l'emploi réalisé avec des interventions durant les années x , $x-1$ et $x-2$. ».

Art. 14. Dans l'article 55, alinéa 4, du même arrêté, remplacé par l'arrêté royal du 1^{er} septembre 2006, les mots « au 31 décembre de l'année » sont remplacés par les mots « au plus tard au 1^{er} octobre de l'année ».

Art. 15. Dans l'article 59 du même arrêté, rétabli par l'arrêté royal du 31 juillet 2009, les mots « , 61^{ter}, 62 » sont supprimés.

Art. 16. Dans le même arrêté, les articles suivants sont abrogés :

1° l'article 61, rétabli par l'arrêté royal du 19 janvier 2011,

2° l'article 61^{ter}, inséré par l'arrêté royal du 10 décembre 2002;

3° l'article 62

4° l'article 62^{sexies}, inséré par l'arrêté royal du 17 juillet 2009;

5° l'article 63.

Art. 17. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} janvier 2020, à l'exception de l'article 1^{er}, 5° qui produit ses effets au 1^{er} janvier 2018, de l'article 1^{er}, 6° qui produit ses effets au 1^{er} mai 2017, de l'article 1^{er}, 7° qui produit ses effets au 1^{er} janvier 2016, de l'article 1^{er}, 8° qui produit ses effets au 1^{er} janvier 2017.

L'article 13 ne s'applique qu'à partir du contrôle du volume de l'emploi de l'année 2019.

Art. 18. Le ministre qui a les Affaires Sociales dans ses attributions, le ministre qui a la Santé publique dans ses attributions et le Ministre qui a l'Emploi dans ses attributions sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 19 septembre 2019.

PHILIPPE

Par le Roi :

La Ministre des Affaires Sociales et de la Santé publique,

M. DE BLOCK

Le Ministre de l'Emploi,

W. BEKE

Op de eerste vergadering van het beheerscomité na ontvangst van de verantwoording, spreekt het beheerscomité zich uit over deze verantwoording.

Het beheerscomité kan beslissen om de verantwoording niet te aanvaarden.

Indien de werkgever geen verantwoording binnen de termijn heeft bezorgd of indien het beheerscomité de verantwoording niet aanvaardt, moet de werkgever de nieuw toegekende tussenkomst als bedoeld in artikel 12 van het betrokken jaar aan het Fonds terugstorten.”;

4° in paragraaf 3 wordt het eerste lid vervangen als volgt:

” § 3. Ten laatste tegen 30 juni van het jaar $x+2$, vergelijkt de voorzitter van het Directiecomité van de Federale Overheidsdienst Werkgelegenheid, Arbeid en Sociaal Overleg of zijn gemachtigde per Fonds sociale Maribel het arbeidsvolume van het jaar x met het arbeidsvolume van het jaar $x-1$ en het arbeidsvolume van het jaar $x-2$. Bij deze vergelijking wordt voor de drie jaren het arbeidsvolume verminderd met het arbeidsvolume gerealiseerd met tussenkomsten van een Fonds sociale Maribel.”;

5° in paragraaf 3, tweede lid, worden de eerste en de tweede zin vervangen als volgt :

”Indien het arbeidsvolume van het jaar x lager is dan het arbeidsvolume van het jaar $x-1$ en eveneens lager is dan het arbeidsvolume van het jaar $x-2$, vraagt hij aan het betrokken Fonds sociale Maribel om deze daling te verklaren en te staven binnen een termijn van één maand.”;

6° het artikel wordt aangevuld met een paragraaf 4, luidende :

” § 4. Voor de jaren waarin de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid niet over gegevens beschikt met betrekking tot het arbeidsvolume gerealiseerd met tussenkomsten van een Fonds sociale Maribel, wordt dit volume berekend op basis van de gegevens van het Fonds sociale Maribel.

Gedurende deze overgangperiode vermeldt het Fonds sociale Maribel het met tussenkomsten gerealiseerde arbeidsvolume van de jaren x , $x-1$ en $x-2$ in het rapport als bedoeld in artikel 21/1.”.

Art. 14. In artikel 55, vierde lid van hetzelfde besluit, vervangen bij het koninklijk besluit van 1 september 2006, worden de woorden “uiterlijk op 31 december van het jaar” vervangen door de woorden “uiterlijk op 1 oktober van het jaar”.

Art. 15. In artikel 59 van hetzelfde besluit, hersteld bij het koninklijk besluit van 31 juli 2009 worden de woorden “, 61^{ter}, 62” opgeheven.

Art. 16. In hetzelfde besluit worden de volgende artikelen opgeheven :

1° artikel 61, hersteld bij het koninklijk besluit van 19 januari 2011,

2° artikel 61^{ter}, ingevoegd bij het koninklijk besluit van 10 december 2002;

3° artikel 62

4° artikel 62^{sexies}, ingevoegd bij het koninklijk besluit van 17 juli 2009;

5° artikel 63.

Art. 17. Dit besluit treedt in werking op 1 januari 2020, met uitzondering van artikel 1, 5° dat uitwerking heeft met ingang van 1 januari 2018, artikel 1, 6° dat uitwerking heeft met ingang van 1 mei 2017; artikel 1, 7° dat uitwerking heeft met ingang van 1 januari 2016, artikel 1, 8° dat uitwerking heeft met ingang van 1 januari 2017.

Artikel 13 is voor het eerst van toepassing op de controle met betrekking tot het arbeidsvolume van het jaar 2019.

Art. 18. De minister bevoegd voor Sociale Zaken, de minister bevoegd voor Volksgezondheid en de minister bevoegd voor Werk zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 19 september 2019.

FILIP

Van Koningswege :

De Minister van Sociale Zaken en Volksgezondheid,

M. DE BLOCK

De Minister van Werk,

W. BEKE